



Panorama de l'activité bancaire dans les DOM et les collectivités d'outre-mer de la zone euro en 2017

En 2017, le paysage bancaire continue sa mutation dans les départements français d'Amérique (DFA) et l'océan Indien et les projets de transformation des principaux groupes bancaires nationaux se poursuivent. En termes d'équipements bancaires, le maillage du territoire (appréhendé en mesurant le nombre d'habitants par guichet et par distributeur automatique) est globalement inférieur à celui de l'hexagone. De même, le niveau de bancarisation (nombre de comptes ordinaires par habitant) dans les départements et collectivités d'outre-mer de la zone euro (DCOM) reste en deçà de celui observé sur la France hexagonale, à l'exception de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Dans une conjoncture économique différenciée, mitigée dans la zone Antilles-Guyane et plus porteuse à La Réunion et à Mayotte, le niveau d'activité des banques étudiées (*cf.* la note méthodologique en dernière page de la publication) augmente de manière soutenue (+5 % de total bilan). Porté par les crédits d'investissement aux entreprises, l'encours de crédits est en nette hausse dans les DFA (+6 %) et dans l'océan Indien (+4,5 %). De même, la collecte des dépôts progresse dans les deux zones (+4,2 % et +5,4 %, respectivement).

La qualité des portefeuilles de prêts se maintient ou s'améliore : le taux de créances douteuses reste stable à 6 % dans les DFA et diminue de 0,9 point à 5,2 % dans l'océan Indien.

Alors que le produit net bancaire (PNB) baisse de 0,9 % dans les DFA et de 0,3 % dans l'océan Indien, le résultat net des banques étudiées s'inscrit en forte hausse, de 18,7 % dans les DFA et de 19,3 % dans l'océan Indien. Cette hausse résulte principalement de la diminution du coût du risque, en lien avec la baisse des dotations aux provisions pour risques. Les conditions d'exploitation s'améliorent dans les DFA, avec un coefficient d'exploitation qui s'inscrit en baisse de 1 point, à 72,7 %. Elles se tassent dans l'océan Indien avec un coefficient d'exploitation qui augmente de 0,6 point, à 68,3 %.

Compte tenu de la hausse du résultat net, les indicateurs de rentabilité progressent pour les deux zones.

Secteur bancaire en 2017 (tous établissements du secteur bancaire)

	Guadeloupe + IDN	Guyane	Martinique	La Réunion	Mayotte	St-Pierre- et- Miquelon	DCOM zone euro	COM zone F CFP	France entière
Établissements bancaires (EB) installés localement ⁽¹⁾	19	16	19	20	7	5	32	16	737
<i>dont</i> Établissements de crédit (EC)	11	11	11	9	6	3	16	8	348
Établissements de crédit spécialisés (ECS)	2	1	2	4	0	0	5	1	76
Sociétés de financement (SF)	5	3	5	6	1	2	10	7	181
Effectifs ⁽²⁾	1 685	374	1 476	2 446	134	47	6 161	2 346	404 001
Nombre de comptes ordinaires par habitant	1,10	0,50	1,21	0,96	0,29	1,32	0,89	0,81	1,25
Nombre de cartes bancaires par habitant	1,58	1,11	1,73	0,94	0,38	1,00	1,15	0,93	1,05
Nombre d'habitants par guichet bancaire	2 508	6 122	2 690	3 578	6 932	1 006	3 447	1 993	1 797
Nombre d'habitants par DAB/GAB	1 106	2 117	1 006	1 361	3 717	1 509	1 381	1 241	1 144
Encours de crédits (millions d'euros) ⁽³⁾	8 702	3 012	9 119	21 031	912	172	42 948	10 395	2 750 198
Encours de dépôts (millions d'euros) ⁽³⁾	9 095	1 952	7 957	14 494	626	230	34 353	11 412	3 254 253

(1) Nombre d'établissements "France entière" : total des établissements bancaires agréés par l'ACPR en 2017 - Source des données : rapport d'activité 2017 de l'ACPR.

(2) Effectifs "France entière" : Source des données : BCE.

(3) DCOM zone euro : tous EB installés localement. COM zone F CFP : tous EB de la zone d'émission. France entière : Données 2016. EC, ECS et SF uniquement.

PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES INTERVENANT DANS LES DCOM D'OUTRE-MER EN 2017

5 GRANDS GROUPES BANCAIRES NATIONAUX

GROUPE LA POSTE

AUTRES

**Le groupe
Banque Populaire Caisse d'Épargne (BPCE)**

**Le groupe
Crédit
agricole**

**Le groupe
Crédit mutuel**

**Le groupe
Société
Générale**

**Le groupe
BNP Paribas**

**Le réseau
BRED/BP**

**Le réseau
Caisse
d'Épargne**

**Le réseau
Natixis**

*Les établissements
de crédit*

*Les établissements
de crédit*

*Les sociétés de
financement*

*Les établissements
de crédit*

*Les sociétés de
financement*

BRED-BP
Guadeloupe
Guyane
Martinique
Saint-Barthélemy
Saint-Martin
La Réunion
Mayotte

CEPAC
Guadeloupe
Guyane
Martinique
Saint-Barthélemy
Saint-Martin
Saint-Pierre-et-
Miquelon
La Réunion
Mayotte

OCEOR LEASE
La Réunion

*Les
établissements de
crédit spécialisés*

**NATIXIS
FACTOR**
Guadeloupe
Martinique
La Réunion

**LCL Antilles-
Guyane**
Guadeloupe
Guyane
Martinique
Saint-Barthélemy

FCMAG
Guadeloupe
Guyane
Martinique
Saint-Martin

SGBA
Guadeloupe
Guyane
Martinique

BFCOI
La Réunion
Mayotte

*Les sociétés de
financement*

CFB
La Réunion

*Les
établissements de
crédit spécialisés*

CGA
La Réunion

**BNP Paribas
Antilles
Guyane**
Guadeloupe
Guyane
Martinique

**BNP Paribas
Réunion**
La Réunion

*Les sociétés de
financement*

CMAG
Guadeloupe
Guyane
Martinique

CMOI
La Réunion

CAFINEO
Guadeloupe
Martinique
La Réunion

*Les
établissements de
crédit spécialisés*

**BNP Paribas
Factor**

**LA BANQUE
POSTALE**
Guadeloupe
Guyane
Martinique
Saint-Barthélemy
Saint-Martin
Saint-Pierre-et-
Miquelon
La Réunion
Mayotte

**BpiFrance
Financement**
Guadeloupe
Guyane
Martinique
La Réunion

*Les
établissements
à statut
particulier*

CDC
Guadeloupe
Guyane
Martinique
La Réunion

AFD
Guadeloupe
Guyane
Martinique
Saint-Pierre-et-
Miquelon
La Réunion
Mayotte

**SOMAFI-
SOGUAFI**
Guadeloupe
Guyane
Martinique

SOREFI

SAGEFI
Guadeloupe
Martinique

CISPM
Saint-Pierre-et-
Miquelon

CASDEN BP
Guadeloupe
Guyane
Martinique
La Réunion

CEIDF
Saint-Pierre-et-
Miquelon

**BRED
COFILEASE**
Guadeloupe
Martinique
Guyane
La Réunion

*Les
établissements de
crédit spécialisés*

SOFIAG
Guadeloupe
Guyane
Martinique

SOFIDER-OI
La Réunion

**32 établissements bancaires disposent d'une
implantation locale dans les DCOM de la zone euro**

8 banques
8 banques mutualistes et coopératives
10 sociétés de financement
5 établissements de crédit spécialisés
1 établissement à statut particulier

UN SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER EN MUTATION

Si le système bancaire des DCOM conserve des caractéristiques qui lui sont propres (taille réduite du marché, poids des coûts de structure et niveau relativement élevé de sinistralité), les places bancaires ultramarines convergent progressivement vers le système bancaire métropolitain du fait d'évolutions intervenues ces dernières années. La quasi-totalité des établissements exclusivement locaux a disparu en raison de rapprochements avec de grands groupes bancaires hexagonaux ou internationaux. Ces changements structurels se poursuivent avec l'objectif d'atteindre une meilleure efficacité et ainsi permettre une amélioration de la rentabilité des activités à travers deux grands volets : la mutualisation des dépenses les plus lourdes comme l'informatique et l'optimisation des organisations.

Le secteur bancaire local occupe un rôle central dans le développement de l'économie des géographies ultramarines de la zone euro à travers les financements accordés aux agents économiques, dont l'encours total s'établit à 46,6 milliards d'euros à fin 2017 (23,6 milliards d'euros dans les DFA et 23,1 milliards dans l'océan Indien). Son activité génère un PNB de plus de 1,5 milliard d'euros en 2017, en baisse de 2,8 % par rapport à 2016, ce qui représente 3,5 % du produit intérieur brut total des DCOM. Il emploie 5 765 personnes à fin décembre : 3 557 dans les DFA et 2 208 dans l'océan Indien.

Les 32 établissements installés localement octroient 92,1 % des crédits accordés dans les DCOM en 2017, avec néanmoins une disparité entre les zones : cette part représente 89,1 % dans les DFA contre 95,1 % dans l'océan Indien. Le reste des financements est accordé par des établissements non installés dans la zone, intervenant pour la plupart depuis la métropole.

La densité des équipements bancaires dans les DCOM reste en général inférieure à celle observée dans l'hexagone. Le niveau de bancarisation, représentant 0,89 compte bancaire par habitant en 2017 en moyenne pour les DCOM, reste également en deçà du niveau observé sur la France hexagonale où l'on enregistre 1,25 compte bancaire par habitant en 2017.

LE CADRE RÉGLEMENTAIRE

L'ensemble des lois régissant le secteur bancaire en France est réuni dans un texte de référence unique, le [Code monétaire et financier](#), entré en vigueur le 1^{er} janvier 2001. Les établissements du secteur bancaire agréés par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) relèvent depuis 2014 de l'un des statuts juridiques suivants :

- **Le statut d'établissement de crédit (EC)** : délivré à des entités qui effectuent cumulativement des opérations de crédit, d'intermédiation financière et de réception de fonds remboursables du public.
- **Le statut d'établissement de crédit spécialisé** : accordé aux ex-sociétés financières qui n'ont pas fait de demande d'agrément pour devenir des sociétés de financement et qui réalisent cumulativement des opérations de crédit, d'intermédiation financière et « d'émission continue d'obligations et d'autres titres comparables ».
- **Le statut de société de financement** : délivré aux entités qui effectuent uniquement des opérations de crédit.

Certains établissements ont des statuts qui ne relèvent d'aucun des trois statuts cités. Ainsi, la Caisse des dépôts et consignations (CDC) est un « établissement à statut particulier » et la Banque européenne d'investissement (BEI) est une « institution financière internationale ».

L'ACTIVITÉ BANCAIRE ENREGISTRE UNE HAUSSE SOUTENUE EN 2017

Cette partie du panorama repose sur l'analyse d'un échantillon de 13 banques, dont 8 situées dans la zone des départements français d'Amérique (DFA) et les îles du Nord (IDN) et 5 dans la zone océan Indien (La Réunion et Mayotte), avec pour certaines des implantations dans plusieurs géographies. Compte tenu de l'évolution du paysage bancaire dans les géographies ultramarines, avec un mouvement de concentration qui s'accélère depuis 2014, les échantillons ont été étendus pour ne plus se limiter aux banques de plein exercice. Ils couvrent désormais quasiment l'ensemble des établissements de crédit installés localement (ECIL) de chaque place, en se focalisant toutefois sur les banques généralistes (hors CASDEN et Banque Postale, notamment). Les données présentées ne sont donc pas comparables avec celles présentées dans les publications antérieures à 2016.

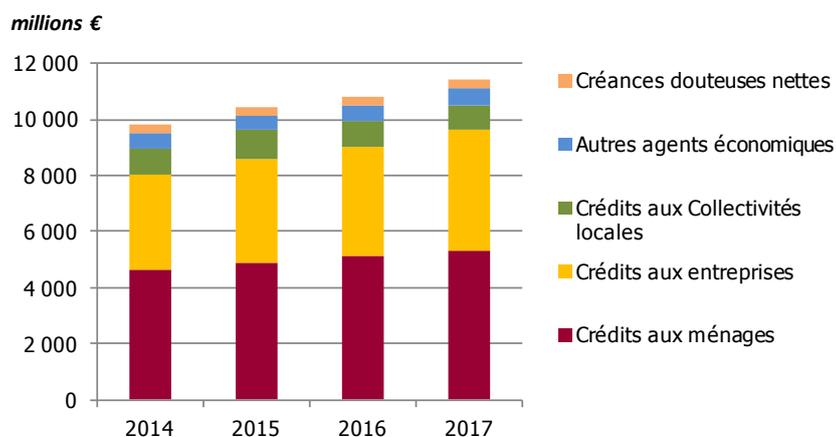
Les crédits et les dépôts augmentent dans les DFA et dans l'océan Indien

Le bilan agrégé des banques de l'échantillon étudié (*cf.* note méthodologique en dernière page) progresse de 5 % à 33,7 milliards d'euros à fin 2017.

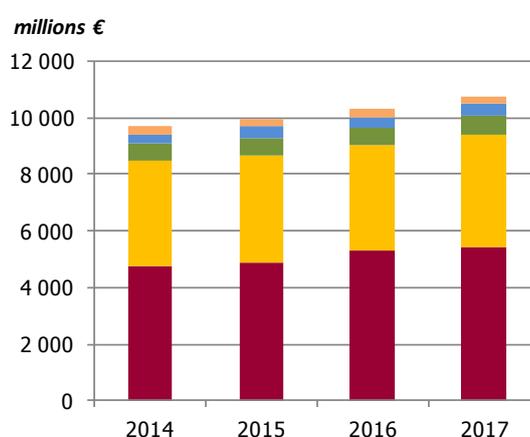
Dans les DFA, malgré des indicateurs économiques en demi-teinte, l'activité bancaire enregistre une nouvelle année de hausse en 2017 (+4,6 % après +3,6 % en 2016). Le total du bilan des banques de l'échantillon s'établit à 17,2 milliards d'euros. L'encours de crédit augmente plus fortement (+6,0 %) que l'année précédente (+3,2 %). Cette évolution des crédits est portée principalement par la forte progression des crédits d'investissement aux entreprises (+12,7 %) et dans une moindre mesure par celle des crédits à la consommation des ménages (+8,7 %). La collecte des dépôts de la clientèle poursuit sa dynamique de croissance : +4,2 % sur l'année après +6,4 % en 2016.

Dans l'océan Indien, en écho à un contexte économique plutôt favorable, l'activité des banques de l'échantillon renoue avec la croissance avec un total bilan en hausse de 5,4 % sur un an (contre -0,3 % en 2016), à 16,6 milliards d'euros. L'encours de crédits poursuit sa progression (+4,5 % en 2017 après +3,1 % en 2016), soutenu, comme dans les DFA, par les crédits aux investissements des entreprises (+11,9 %) et, dans une moindre mesure en volume, par les crédits à la consommation des ménages (+13,5 %). La collecte des dépôts à la clientèle augmente de 5,4 % en 2017, après une hausse de 6,1 % en 2016.

Évolution des crédits dans les DFA

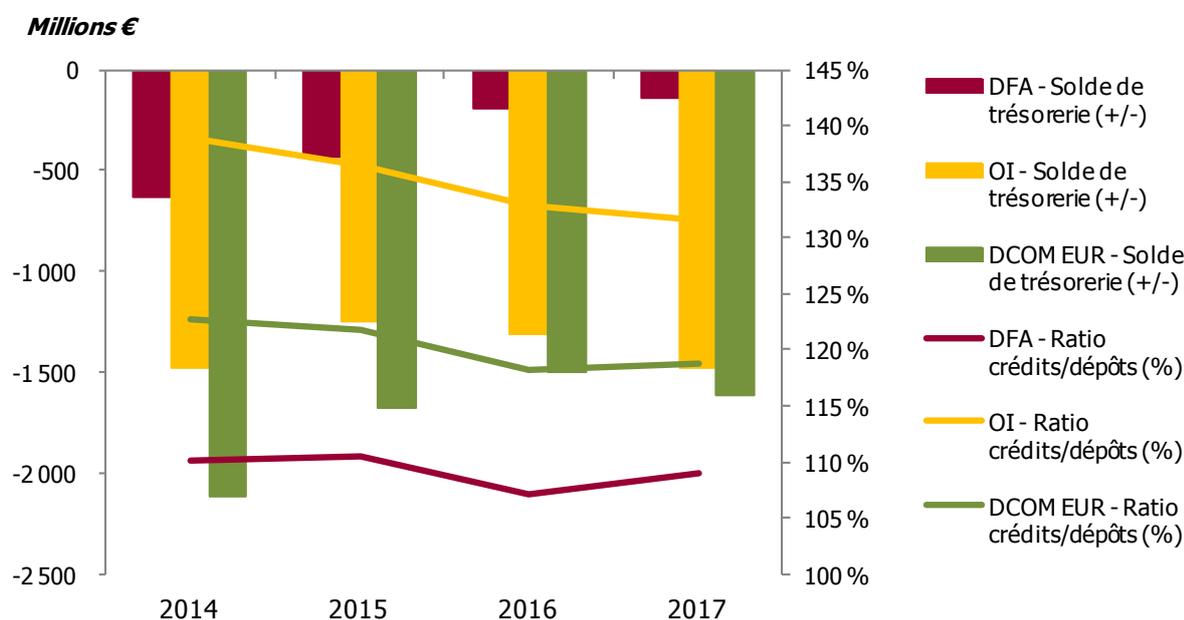


Évolution des crédits dans l'océan Indien



Les financements accordés par les banques locales sont structurellement plus élevés que les dépôts collectés. Cependant, l'écart de financement tendait à se réduire depuis plusieurs années, que ce soit pour les DFA ou l'océan Indien. Si cette évolution se poursuit pour l'océan Indien, pour les DFA l'écart s'est en revanche creusé en 2017. Le ratio « crédits à la clientèle/dépôts de la clientèle » s'établit ainsi en fin d'année à 108,9 % dans les DFA et à 131,6 % dans l'océan Indien. Le recours au marché interbancaire continue de se réduire dans les DFA. Ainsi, en 2017, les opérations de trésorerie et interbancaires représentent 19,5 % du total du passif des banques des DFA (-0,3 point sur l'année). En revanche, le refinancement interbancaire des banques de l'océan Indien représente 21 % du total de leur passif, en hausse de 0,5 point sur l'année.

Évolution du ratio crédits/dépôts et du besoin de trésorerie



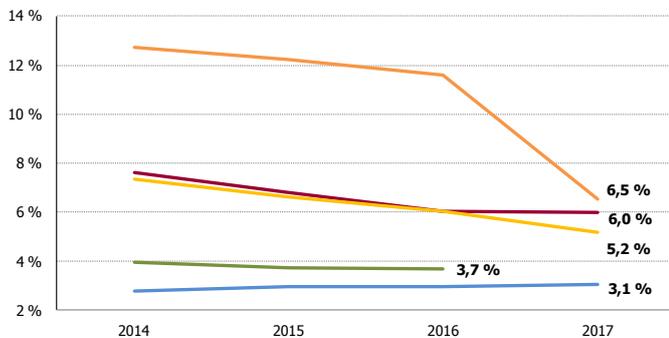
Ainsi, le solde des opérations avec la clientèle pour l'échantillon des DFA augmente de 222 millions d'euros. Il s'établit à -936 millions d'euros fin 2017. Toutefois, après prise en compte des soldes des autres types d'opérations, le besoin de trésorerie se réduit de 49 millions d'euros sur l'année pour s'établir à 143 millions d'euros.

La progression de la collecte des dépôts par les banques de l'océan Indien est moins soutenue, en volume, que celle de l'encours de crédit. Par conséquent, le solde déficitaire des opérations avec la clientèle augmente de 40 millions d'euros, à 2,58 milliards d'euros. Alimenté également par une accentuation du déficit sur les opérations diverses, le besoin de trésorerie globale des banques se creuse de 164 millions d'euros, à -1,47 milliard d'euros.

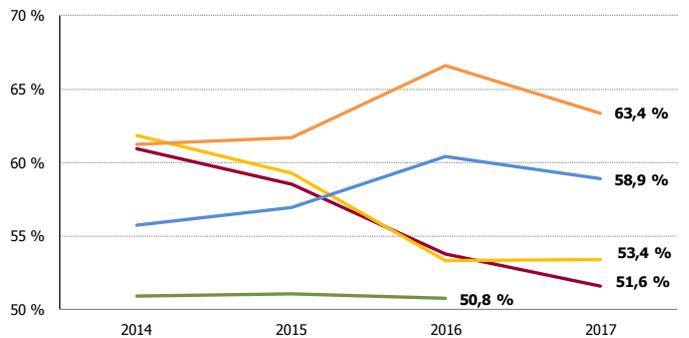
La sinistralité se stabilise dans les DFA et s'améliore dans l'océan Indien

La qualité du portefeuille de crédits des banques de l'échantillon des DFA se stabilise avec un taux de créances douteuses de 6,0 % en 2016 (contre 6,1 % en 2016). Le taux de créances douteuses des banques de l'océan Indien poursuit son amélioration, passant de 6,0 % en 2016 à 5,2 % en 2017. En dépit de ces améliorations, les taux de créances douteuses restent plus élevés sur les DCOM que ceux observés pour la France entière (3,7 % sur la base des données 2016). Parallèlement, le niveau de provisionnement diminue dans les DFA de 2,2 points à 51,6 % dans les DFA (- 4,7 points), et se stabilise à 53,4 % dans l'océan Indien. Le niveau de couverture de ces créances par des provisions est également plus élevé pour les DCOM que celui observé pour la France entière.

Évolution du taux de créances douteuses



Évolution du taux de provisionnement des créances douteuses



— DFA — Océan Indien — France entière — Nouvelle-Calédonie — Polynésie française

En lien avec l'évolution de la sinistralité, les indicateurs de solvabilité marquent le pas dans les DFA et s'améliorent dans l'océan Indien

Les ratios de solvabilité des banques de l'échantillon des DFA sont plutôt en deçà de ceux observés pour les autres zones étudiées : le ratio fonds propres sur total bilan s'établit ainsi à 6,9 %. Les créances douteuses nettes représentent 28,9 % des fonds propres, le niveau le plus élevé de l'ensemble des géographies étudiées. En effet, les banques polynésiennes, qui présentaient jusqu'à cette année le taux de créances douteuses le plus élevé de l'Outre-mer, ont procédé à un assainissement volontariste de leur portefeuille de prêts.

Solvabilité

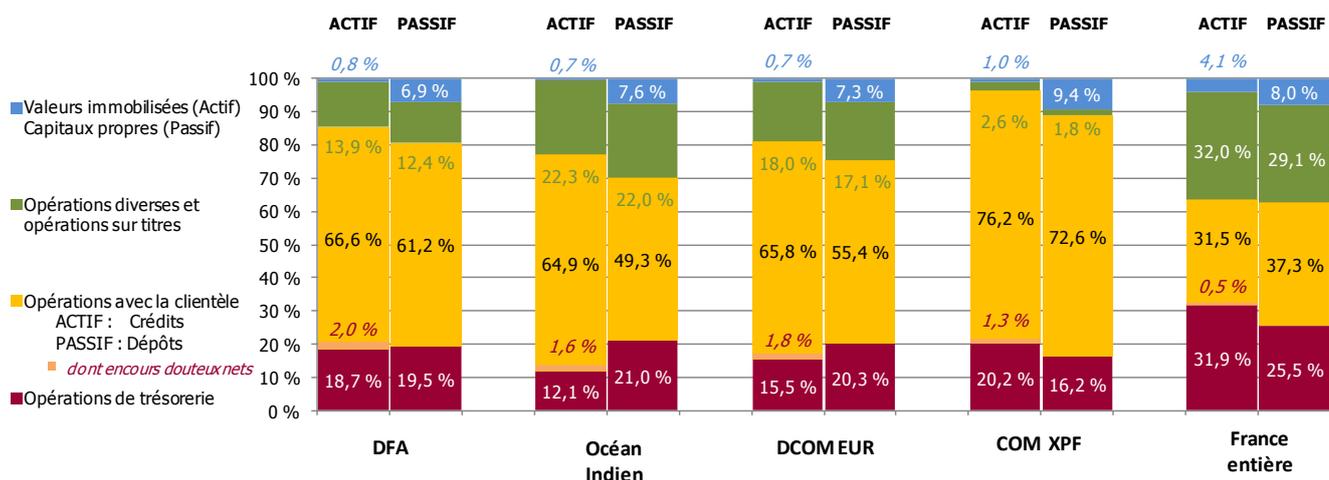
	2014					2017				
	DFA	Océan Indien	France entière ⁽¹⁾	Nouvelle-Calédonie	Polynésie française	DFA	Océan Indien	France entière ⁽¹⁾	Nouvelle-Calédonie	Polynésie française
Fonds propres ⁽²⁾ / total bilan	6,8 %	9,4 %	7,2 %	9,0 %	10,3 %	6,9 %	7,6 %	8,0 %	9,0 %	9,9 %
Créances douteuses nettes / FP ⁽²⁾	29,8 %	20,4 %	7,4 %	11,0 %	39,5 %	28,9 %	21,0 %	6,5 %	11,2 %	18,0 %

(1) France entière : créances douteuses nettes hors crédit-bail et locations simples.

(2) les fonds propres incluent le résultat net de l'exercice.

Le ratio fonds propres sur total bilan des établissements de l'océan Indien était de 7,6 % en 2017. Il est proche de celui enregistré pour la France entière (8 % en 2016) et les DFA. Conséquence de l'amélioration de la sinistralité observée dans l'océan Indien, le ratio créances douteuses/fonds propres diminue de 3,4 points pour s'établir à 21 %.

Décomposition du bilan des banques ultramarines en 2017



MALGRÉ LA BAISSÉ DU PNB, LA DIMINUTION DU COÛT DU RISQUE AUGMENTE LE RÉSULTAT NET POUR UNE LA RENTABILITÉ AMÉLIORÉE

Un PNB en repli sur l'ensemble de la zone et des marges qui se tassent

Le PNB des banques de l'échantillon diminue de 0,7 % en 2017, après plusieurs années de hausse.

Principaux soldes du compte de résultat

DFA	<i>(en millions d'euros)</i>					Océan Indien	<i>(en millions d'euros)</i>				
	2014	2015	2016	2017	Var 17/16		2014	2015	2016	2017	Var 17/16
Produit net bancaire	644	657	665	659	-0,9 %	Produit net bancaire	491	496	503	501	-0,3 %
Résultat brut d'exploitation	175	179	175	180	3,0 %	Résultat brut d'exploitation	178	178	162	159	-2,2 %
Résultat d'exploitation	138	170	135	146	7,4 %	Résultat d'exploitation	178	156	143	156	9,3 %
Résultat courant avant impôt	133	169	133	144	8,5 %	Résultat courant avant impôt	177	157	144	155	7,4 %
Résultat net	94	113	79	94	18,7 %	Résultat net	114	116	98	117	19,3 %

Dans les DFA, le PNB agrégé des banques baisse de 0,9 % pour atteindre 659 millions d'euros en 2017. Cette évolution s'explique principalement par la baisse des revenus des intérêts nets issus des opérations avec la clientèle et des opérations interbancaires (-5,1 %), alors que les taux demeurent bas. Cette baisse des revenus d'intérêts n'est pas compensée par la hausse des commissions nettes (+2,4 %), portée par la hausse des commissions clientèle (+6,4 %).

La même dynamique s'observe dans l'océan Indien, où le PNB des banques est également en repli et s'inscrit à 501 millions d'euros (-0,3 %). En effet, les revenus d'intérêt nets des opérations clientèle et des opérations interbancaires s'inscrivent en baisse de 14,2 %. Cette diminution n'est pas couverte, en volume, par la hausse de 15,3 % des commissions nettes, alimentées par les commissions issues des opérations avec la clientèle (+27,2 %).

Marge moyenne sur opérations avec la clientèle

	2014	2015	2016	2017
DFA	5,0 %	4,9 %	4,5 %	4,3 %
Océan Indien	3,4 %	3,5 %	3,3 %	3,1 %
Nouvelle-Calédonie	3,4 %	3,7 %	3,7 %	3,6 %
Polynésie française	4,1 %	4,0 %	3,9 %	3,8 %
France entière	n/d	n/d	n/d	n/d

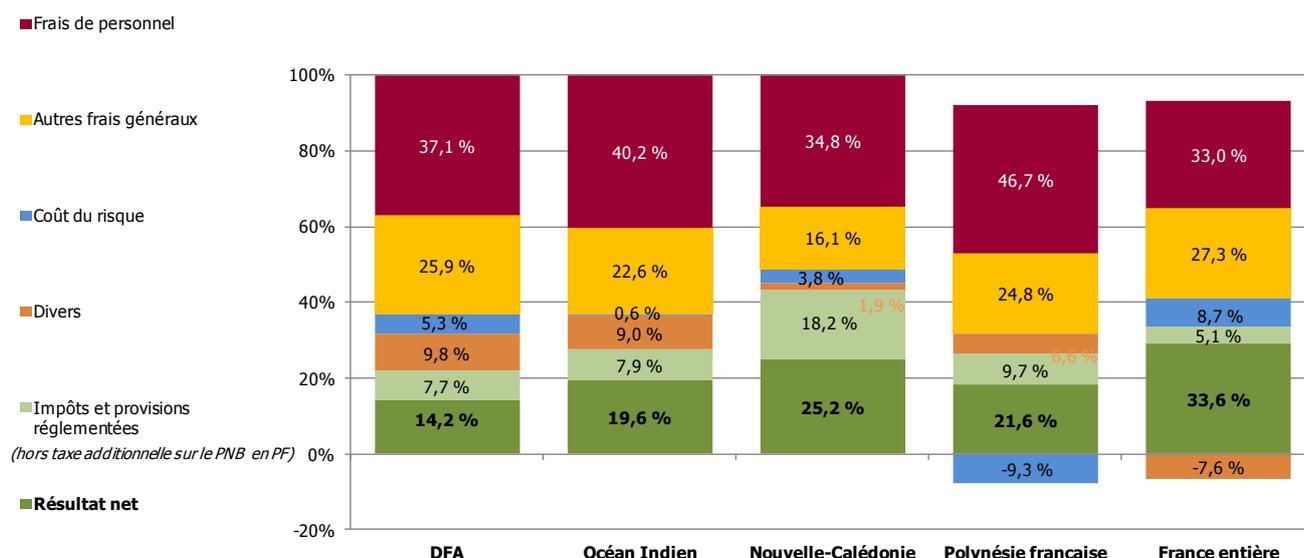
Marge globale d'intermédiation

	2014	2015	2016	2017
DFA	3,8 %	3,6 %	3,4 %	3,0 %
Océan Indien	2,4 %	2,3 %	2,2 %	2,2 %
Nouvelle-Calédonie	2,3 %	2,6 %	2,5 %	2,5 %
Polynésie française	2,7 %	2,6 %	2,4 %	2,3 %
France entière	1,3 %	1,3 %	1,3 %	n/d

Compte tenu de la diminution de 1,7 point du rendement moyen des crédits, la marge sur les opérations avec la clientèle des banques des DFA se réduit de 0,2 point. Dans l'océan Indien, la marge des opérations avec la clientèle diminue également de 0,2 point, en lien avec l'augmentation du coût de la ressource interbancaire (+0,5 point) et la baisse des rendements des concours, que ce soit à la clientèle (-0,2 point) ou sur le marché interbancaire (-0,1 point). La marge globale d'intermédiation diminue dans les DFA et reste stable dans l'océan Indien. Elle affiche des niveaux plus élevés qu'en France entière en raison notamment d'un rendement moyen des concours (clientèles ou interbancaires) plus élevé.

Les conditions d'exploitation connaissent une évolution différenciée, mais la productivité s'améliore dans l'ensemble de la zone

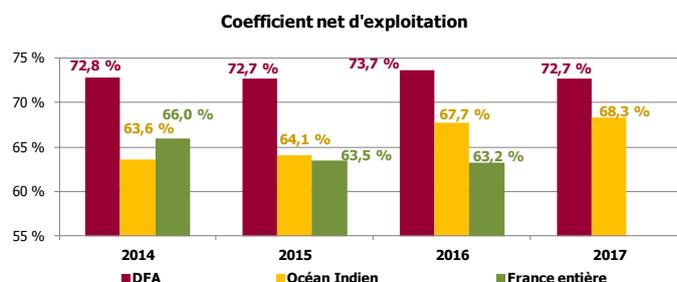
Ventilation du PNB des banques ultramarines en 2017



Malgré la diminution du PNB, les conditions d'exploitation des banques dans les DFA s'améliorent d'un point sur l'année en raison principalement de charges pour services extérieurs moins élevées. Le coefficient d'exploitation, qui se situe à 72,7 %, demeure plus élevé que dans l'océan Indien ou en France entière.

Dans l'océan Indien, les conditions d'exploitation des banques se dégradent en raison de la hausse du PNB et de celle des frais de personnel (+7,6 %). De ce fait, le coefficient d'exploitation de ces banques progresse de 0,6 point sur l'exercice, pour atteindre 68,3 %.

Dans les DFA, les indicateurs de productivité poursuivent leur amélioration observée depuis plusieurs années, à l'exception du montant moyen des frais de personnel par agent qui se dégrade. Dans l'océan Indien, ces indicateurs sont également en hausse en 2017, comme en 2016, à l'exception également du montant moyen des frais de personnel par agent.



Indicateurs de productivité	DFA					Océan Indien				
	2014	2015	2016	2017	Var 17/16	2014	2015	2016	2017	Var 17/16
PNB/effectifs (milliers d'€)	206,0	210,3	214,7	239,9	11,7 %	233,1	237,4	235,2	252,7	7,4 %
Frais de personnel / effectif (milliers d'€)	78,2	79,6	80,6	88,4	9,8 %	81,3	82,1	82,8	96,9	17,1 %
Concours à la clientèle/effectifs (millions d'€)	3 084	3 204	3 419	3 889	13,8 %	5 013	4 920	4 922	5 424	10,2 %
Dépôts de la clientèle/effectifs (millions d'€)	2 776	2 912	3 096	3 632	17,3 %	3 302	3 380	3 463	4 121	19,0 %

La baisse des provisions pour risque diminue le coût du risque dans les DCOM

Dans les DFA, le coût du risque diminue de 12,4 % (-4,9 millions d'euros), en raison notamment d'une baisse des dotations aux provisions pour risques. Ainsi, l'augmentation du résultat brut d'exploitation (RBE) de 3 %, conjuguée à cette réduction du coût du risque, donne lieu à une hausse de 7,4 % du résultat d'exploitation.

Coût du risque / RBE ⁽¹⁾

	2014	2015	2016	2017
DFA	-21,0 %	-5,3 %	-22,6 %	-19,3 %
Océan Indien	-0,3 %	-12,4 %	-12,0 %	-1,7 %
France entière	-11,0 %	-5,6 %	-23,7 %	n.d.

(1) Le ratio coût du risque / RBE représente la part du RBE absorbé par les dotations nettes aux provisions et les pertes nettes sur créances irrécupérables. Un ratio positif témoigne d'une contribution positive du coût du risque aux résultats.

En ce qui concerne l'échantillon de l'océan Indien, le résultat brut d'exploitation diminue de 2,2 %. Le coût du risque baisse de 86,2 % sur l'année (-16,8 millions d'euros), en raison d'un recul des dotations aux provisions pour risque. Il consomme de ce fait une part du résultat bien moindre que pour les banques des DFA (1,7 % contre 19,3 %). Le résultat d'exploitation augmente ainsi de 9,3 %.

La hausse du résultat net se traduit par une amélioration de la rentabilité

Dans les DFA, le résultat net des banques de la zone augmente de 18,7 % pour se porter à 94 millions d'euros contre 79 millions d'euros en 2016, bénéficiant, outre la diminution des frais d'exploitation et du coût du risque, d'une baisse des dotations au fonds pour risques bancaires généraux (FRBG). Dans l'océan Indien, le résultat s'inscrit également en hausse (+19,3 %) pour se porter à 117 millions d'euros (98 millions d'euros l'année précédente), en raison notamment, outre de la baisse du coût du risque, d'une diminution du montant des impôts.

Indicateurs de rentabilité

	2014					2017				
	DFA	Océan Indien	Nouvelle-Calédonie	Polynésie française	France entière	DFA	Océan Indien	Nouvelle-Calédonie	Polynésie française	France entière (2016)
Résultat net / total bilan (ROA)	0,6 %	0,8 %	1,1 %	0,4 %	0,2 %	0,5 %	0,7 %	0,8 %	0,6 %	0,5 %
Résultat net / fonds propres (ROE)	9,1 %	8,2 %	12,4 %	3,7 %	3,0 %	7,9 %	9,2 %	9,4 %	5,9 %	5,8 %
Taux marge nette	14,5 %	23,3 %	29,6 %	10,2 %	16,8 %	14,2 %	23,4 %	24,1 %	17,6 %	33,6 %

La hausse du résultat net améliore la plupart des indicateurs de rentabilité pour les deux zones, à l'exception du ROA (*return on asset*: résultat net / total bilan) qui reste stable. Ainsi le résultat net représente 0,5 % du total de bilan dans les DFA et 0,7 % dans l'océan Indien, en hausse de 0,1 point sur l'année. La hausse du résultat net ayant été plus soutenue que celle des capitaux propres, le ROE (*return on equity*: résultat net/fonds propres) est en hausse sur les deux zones : +0,8 point dans les DFA et + 1,2 point dans l'océan Indien. La baisse du PNB conjuguée à la hausse assez marquée du résultat net a pour conséquence une hausse de la marge nette : +2,3 points dans les DFA et +3,8 points dans l'océan Indien. Le niveau de ces indicateurs dans les DFA est plutôt en deçà des niveaux observés dans les autres géographies alors que les niveaux observés dans la zone océan Indien sont parmi les plus élevés des géographies étudiées.

GLOSSAIRE

Coefficient net d'exploitation : (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB

Coût du risque : dotations aux provisions (créances douteuses, dépréciation et risques et charges) + reprises sur provisions (créances douteuses, dépréciation et risques et charges) – pertes sur créances irrécupérables + intérêts sur créances douteuses

ECIL (établissement de crédit installé localement) : établissement bancaire intervenant dans les DCOM de la zone euro détenant une représentation locale significative, à savoir au moins un agent permanent localement.

ECNIL (établissement de crédit non installé localement) : établissement bancaire intervenant dans les DCOM de la zone euro et ne détenant pas de représentation locale.

Intérêts nets : intérêts perçus des crédits et des placements interbancaires – intérêts versés à la clientèle et aux prêteurs interbancaires + produits nets sur opérations de crédit-bail et assimilé (hors intérêts sur créances douteuses)

Marge globale d'intermédiation : produits nets d'intermédiation / les encours intermédiés

Marge nette : résultat net / PNB

Marge sur les opérations avec la clientèle : rendement moyen des emplois clientèle - coût moyen des ressources clientèle.

Produit net bancaire (PNB) : intérêts nets + commissions nettes + divers nets

Rendement moyen : produits générés par un encours / Encours moyen

Résultat brut d'exploitation : PNB – frais généraux – dotations aux amortissements – dotations nettes aux provisions sur immobilisations

Résultat net : produits de l'exercice – charges de l'exercice

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Les données pour l'ensemble de la publication sont arrêtées au 31/05/2018.

L'analyse de l'activité bancaire, focalisée sur les banques généralistes, a été réalisée à partir des données des échantillons suivants (pour la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française, il s'agit de l'ensemble des établissements de crédit locaux, hors ECS) :

DFA	Océan Indien	Nouvelle-Calédonie	Polynésie française
BNPP AG	BFCOI	BCI	BDP
BRED-BP	BNPP Réunion	BNC	BDT
CEPAC		SGCB	SOCREDO
CRCAMG			

(1) Les données 2014 ont été reportées sur 2015

À l'exception des données concernant le nombre de comptes, la monétique et les équipements bancaires, qui proviennent de la Banque de France ou de la BCE, les données « France entière » sont extraites de l'étude « Les chiffres du marché français de la banque et de l'assurance » 2016 ou 2015 de l'ACPR. Dans un souci de cohérence, certains indicateurs ont toutefois été recalculés en utilisant la méthodologie de l'IEDOM.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : Marie-Anne POUSSIN-DELMAS. Responsable de la rédaction : Marc SCHWEITZER
Éditeur et imprimeur : IEDOM. Achevé d'imprimer : aout 2018 – Dépôt légal : aout 2018 – ISSN 1952-9619